



**PRÉFET  
DE SEINE-ET-MARNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale de  
l'environnement, de l'aménagement et  
des transports d'Île-de-France**

Unité départementale de Seine-et-Marne  
14 rue de l'Aluminium  
77547 Savigny-le-Temple

Savigny-le-Temple, le 18/02/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 23/01/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **SERVICES TRAVAUX LOCATIONS GÉRANCES (STLG)**

28 route de l'Île Saint-Julien  
94380 Bonneuil-sur-Marne

Références : E/25-0442  
Code AIOT : 0006502896

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23 janvier 2025 dans l'établissement STLG implanté 34 route de Cannes-Écluse 77130 Varennes-sur-Seine.

Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Le 24 décembre 2024, le Préfet de Seine-et-Marne a été destinataire d'une notification de la cessation d'activité, au titre des installations classées pour la protection de l'environnement, de l'établissement implanté 34 route de Cannes-Écluse à Varennes-sur-Seine.

L'inspection réalisée le 23 janvier 2025 s'inscrivait dans le cadre de la cessation d'activité.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SERVICES TRAVAUX LOCATIONS GÉRANCES (STLG)
- 34 route de Cannes-Écluse 77130 Varennes-sur-Seine

- Code AIOT : 0006502896
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société L. MARCHETTO était autorisée, par arrêté préfectoral n° 05 DAI 2 IC 065 du 13 mai 2005, à exercer une activité de démantèlement de péniches, ainsi qu'une activité de tri, transit et regroupement de déchets métalliques, dans l'établissement implanté 34 route de Cannes-Écluse à Varennes-sur-Seine.

Par lettre préfectorale du 10 mai 2011, le Préfet de Seine-et-Marne a accordé, suite à l'entrée en vigueur du décret n° 2010-369 du 13 avril 2010, le bénéfice des droits acquis pour les activités exploitées au titre des rubriques :

- 2712-2 « Installations de stockage, dépollution, démontage, découpage ou broyage de véhicules hors d'usage ou de différents moyens de transport hors d'usage, la surface étant supérieure à 50 m<sup>2</sup> », pour une surface de 600 m<sup>2</sup> (régime de l'autorisation),
- 2713-2 « Installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712 et 2719 », pour une surface de 500 m<sup>2</sup> (régime de la déclaration).

Suite au jugement du Tribunal de commerce de Melun en date du 18 janvier 2017 prononçant la liquidation judiciaire de la société L. MARCHETTO, le Préfet de Seine-et-Marne a pris acte, par récépissé en date du 23 mars 2017, du changement d'exploitant de l'établissement au bénéfice de la société STLG.

Au cours d'une visite de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement, réalisée le 5 octobre 2023, il avait été constaté qu'aucune activité n'était exploitée dans l'établissement. La société STLG avait alors précisé n'avoir exercé aucune activité sur le site depuis le changement d'exploitant.

Ayant considéré que l'exploitation des installations avait été interrompue pendant plus de trois années consécutives, en application de l'article R. 512-74 du Code de l'environnement, le préfet de Seine-et-Marne a donc informé la société STLG, par courrier préfectoral n° E/23-2874 du 5 décembre 2024, que l'arrêté préfectoral n° 05 DAI 2 IC 065 du 13 mai 2005 avait cessé de produire effet. La société a, en conséquence, été invitée à engager les démarches de cessation d'activité, conformément aux articles R. 512-39-1 et suivants du Code de l'environnement.

Le 27 juin 2024, le propriétaire de la parcelle, sise 34 route de Cannes-Écluse à Varennes-sur-Seine, a transmis à l'inspection des installations classées, la copie d'un acte d'huissier de justice signifiant à la société STLG son intention de mettre fin au bail commercial initialement consentie à la société L. MARCHETTO depuis le 1<sup>er</sup> juin 2007 et cédé le 14 juin 2017 à la société STLG, par une ordonnance du Tribunal de commerce de Melun. Ledit acte d'huissier informait donner congé des lieux à la société STLG le 31 décembre 2024.

Le 24 décembre 2024, le Préfet de Seine-et-Marne a été destinataire d'une notification de cessation d'activité, au titre des installations classées pour la protection de l'environnement, de l'établissement implanté 34 route de Cannes-Écluse à Varennes-sur-Seine, transmise par la société

STLG RECYCLAGE. Ladite société rappelait dans son courrier de notification que, depuis la date de transfert de l'arrêté préfectoral d'autorisation, aucune activité n'avait été exploitée sur le site. Elle indiquait par ailleurs dans ce courrier, que le dossier de cessation d'activité serait établi dans les plus brefs délais et que les mesures de sécurité et de remise en état ferait l'objet d'une attestation conformément aux dispositions du Code de l'environnement.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Notification de la cessation d'activité et mise en sécurité	Code de l'environnement du 06/07/2024, article R. 512-39-1	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
2	Proposition sur le ou les usages futurs des terrains	Code de l'environnement du 06/07/2024, article R. 512-39-2	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
3	Mémoire de réhabilitation des terrains	Code de l'environnement du 06/07/2024, article R. 512-39-3	Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Suite à la notification de la cessation d'activité transmise le 24 décembre 2024, il a été constaté, lors de la visite du 23 janvier 2025, qu'aucune activité n'était exercée sur le site.

En revanche, il a notamment été constaté la présence de plus de 500 m<sup>2</sup> de déchets encore présents sur le site, dont les hauteurs d'entreposage étaient comprises entre 3 et 6 mètres.

Il a été relevé une différence d'entité juridique entre le bénéfice de l'autorisation (société STLG – SIREN n° 449 559 590) et le déclarant de la cessation d'activité société STLG RECYCLAGE – SIREN n° 838 924 645).

L'exploitant n'a pas précisé les mesures prévues pour assurer la mise en sécurité du site, ni le calendrier associé à la mise en œuvre de ces mesures.

Dans le cadre de la cessation d'activité, l'exploitant est tenu à :

- la mise en sécurité du site,
- la proposition sur le ou les usages futurs des terrains, ceux-ci n'étant pas prévus par l'arrêté préfectoral d'autorisation, l'avis du maire et du propriétaire sur cette proposition devant être sollicité,
- la réhabilitation du site conformément aux usages futurs ainsi proposés.

La mise en sécurité et l'adéquation des mesures proposées pour la réhabilitation du site devront en outre être attestées par une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués ou disposant de compétences équivalentes en matière de prestations de services dans ce domaine.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Notification de la cessation d'activité et mise en sécurité

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 06/07/2024, article R. 512-39-1
<b>Thème(s) :</b> Autre, Cessation d'activité
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>I.-Lorsqu'il procède à une cessation d'activité telle que définie à l'article R. 512-75-1, l'exploitant notifie au préfet la date d'arrêt définitif des installations trois mois au moins avant celle-ci, ainsi que la liste des terrains concernés. Ce délai est porté à six mois dans le cas des installations mentionnées à l'article R. 512-35. Il est donné récépissé sans frais de cette notification.</p> <p>II.-La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues, ainsi que le calendrier associé, pour assurer, dès l'arrêt définitif des installations, la mise en sécurité, telle que définie à l'article R. 512-75-1, des terrains concernés du site.</p> <p>III.-Dès que les mesures pour assurer la mise en sécurité sont mises en œuvre, l'exploitant fait attester, conformément à l'avant-dernier alinéa de l'article L. 512-6-1, de cette mise en œuvre par une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués ou disposant de compétences équivalentes en matière de prestations de services dans ce domaine.</p> <p>L'exploitant transmet cette attestation à l'inspection des installations classées.</p> <p>Le référentiel auquel doit se conformer cette entreprise et les modalités d'audit mises en œuvre par les organismes certificateurs, accrédités à cet effet, pour délivrer cette certification, ainsi que les conditions d'accréditation des organismes certificateurs et notamment les exigences attendues permettant de justifier des compétences requises, sont définis par arrêté du ministre chargé de l'environnement.</p> <p>IV.-Le cas échéant, la notification prévue au I inclut la demande de report prévue à l'article R. 512-39.</p>
<b>Constats :</b> <p>En tout premier lieu, il est relevé que la société STLG RECYCLAGE (SIREN n° 838 924 645), émettrice du courrier de notification de la cessation d'activité transmis le 24 décembre 2024, est différente de la société STLG (SIREN n° 449 559 590) bénéficiaire de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 05 DAI 2 IC 065 du 13 mai 2005 et, précédemment, du contrat de bail commercial pour la location du site.</p> <p>Or aucune déclaration de changement d'exploitant n'a été adressée au Préfet de Seine-et-Marne antérieurement à la cessation d'activité, pour informer d'un tel changement.</p> <p>Lors de la visite du 23 janvier 2025, il a été constaté que le site était verrouillé.</p> <p>Après avoir pénétré sur le site, accompagné d'un représentant de la société STLG RECYCLAGE et du propriétaire, il a été constaté établi les constatations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• aucune activité n'était exercée sur le site,</li></ul>



- le logement situé à l'entrée du site, en partie Est, précédemment occupé par le gardien chargé de la surveillance du site, n'était manifestement plus occupé et avait été vidé de son mobilier,
- les zones extérieures du site ne présentaient pas d'entreposage de déchets ; étaient présents une citerne aérienne, vide et ayant vraisemblablement contenu de l'eau, ainsi que divers objets susceptibles d'être liés à l'usage antérieur des lieux par le gardien chargé de la surveillance du site,
- plus de 500 m<sup>2</sup> de résidus de broyats étaient entreposés à l'intérieur des bâtiments, sur 2 zones distinctes. Ces entreposages présentaient des hauteurs comprises entre 3 et 6 mètres.

Il est à noter qu'un inventaire, dressé le 8 juin 2017 par un huissier de justice mandaté par le propriétaire dans le cadre de la reprise du site par la société STLG, faisait déjà notamment état de la présence d'environ 600 tonnes de « poussière de cuivre ».

Il est également relevé que le jugement du Tribunal de commerce de Melun en date du 18 janvier 2017 faisait mention de l'engagement du repreneur (la société STLG) à assurer la gestion environnementale des sites, avec l'évacuation de 8 000 tonnes environ de résidus de broyage automobile et plastique brûlé, ainsi que de 3 000 tonnes de câbles électriques. Le jugement précisait en outre que la gestion environnementale du site de Varennes-sur-Seine comporterait également l'évacuation de l'amiante et des plastiques.

Aussi, il apparaît qu'à ce jour, certains des déchets antérieurement présent à l'occupation du site par la société STLG, n'ont pas encore été évacués du site.

D'autre part, la notification de la cessation d'activité ne précise pas le calendrier associé aux mesures prévues pour assurer la mise en sécurité du site.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Il est demandé à l'exploitant de se positionner concernant l'entité juridiquement concernée par la cessation d'activité, le Préfet de Seine-et-Marne n'ayant été antérieurement destinataire d'aucune déclaration de changement d'exploitant au bénéfice de la société STLG RECYCLAGE.

Par ailleurs, il est demandé à l'exploitant de compléter la notification de la cessation d'activité, avec le calendrier associé aux mesures prises ou prévues pour assurer la mise en sécurité du site, qui comprend :

- l'évacuation des produits dangereux et la gestion des déchets présents,
- les interdictions ou limitations d'accès,
- la suppression des risques d'incendie et d'explosion,
- la surveillance des effets de l'installation sur son environnement, tenant compte d'un diagnostic proportionné aux enjeux.

Il est également demandé à l'exploitant de préciser les modalités selon lesquelles ces mesures seront mises en œuvre, ainsi que l'ensemble des démarches de réhabilitation, le cas échéant, dès lors que le propriétaire lui a donné congé depuis le 31 décembre 2024.

Enfin, il est rappelé à l'exploitant l'obligation de faire attester de la mise en sécurité par une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués ou disposant de compétences équivalentes en matière de prestations de services dans ce domaine, puis de transmettre l'attestation correspondante à l'inspection des installations classées.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 1 mois

## N° 2 : Proposition sur le ou les usages futurs des terrains

**Référence réglementaire :** Code de l'environnement du 06/07/2024, article R. 512-39-2

**Thème(s) :** Autre, Cessation d'activité

### **Prescription contrôlée :**

I.- Lorsque l'exploitant procède à une cessation d'activité telle que définie à l'article R. 512-75-1 et que le ou les usages des terrains concernés ne sont pas déterminés par l'arrêté d'autorisation, le ou les usages à considérer sont déterminés conformément aux dispositions du présent article et à la typologie des usages définie au I de l'article D. 556-1 A.

II.- Au moment de la notification prévue au I de l'article R. 512-39-1, l'exploitant transmet au maire ou au président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme et aux propriétaires des terrains d'assiette des installations classées concernées par la cessation d'activité les plans du site et les études et rapports communiqués à l'administration sur la situation environnementale et sur les usages successifs du site, ainsi que ses propositions sur le ou les usages futurs qu'il envisage pour ces terrains. Il transmet dans le même temps au préfet une copie de ses propositions.

Les personnes consultées notifient au préfet et à l'exploitant leur accord ou désaccord sur ces propositions dans un délai de trois mois à compter de la réception des propositions de l'exploitant. En l'absence d'observations dans ce délai, leur avis est réputé favorable.

En cas d'avis favorable de l'ensemble des personnes consultées, l'exploitant informe le préfet et les personnes consultées du ou des usages futurs retenus pour les terrains concernés.

III.- A défaut d'accord entre l'exploitant, le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent et les propriétaires des terrains d'assiette concernés, l'usage retenu pour les terrains concernés est un usage comparable à celui de la dernière période d'exploitation des installations mises à l'arrêt définitif, sauf s'il est fait application des IV et V.

IV.- Dans les cas prévus au troisième alinéa de l'article L. 512-6-1, le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale peuvent transmettre au préfet, à l'exploitant et aux propriétaires des terrains, dans un délai de deux mois à compter de la notification du désaccord mentionnée au deuxième alinéa du II, un mémoire sur une éventuelle incompatibilité manifeste de l'usage comparable à celui de la dernière période d'exploitation des installations mises à l'arrêt définitif avec l'usage futur de la zone et des terrains voisins tel qu'il résulte des documents d'urbanisme. Le mémoire comprend également une ou plusieurs

propositions d'usage pour le site.

V.- Dans un délai de deux mois après réception du mémoire et après avoir sollicité l'avis de l'exploitant et des propriétaires des terrains d'assiette concernés, le préfet se prononce sur l'éventuelle incompatibilité manifeste appréciée au regard des documents d'urbanisme en vigueur à la date de la notification prévue au I de l'article R. 512-39-1 et de l'utilisation des terrains situés au voisinage des terrains concernés. Il fixe le ou les usages à prendre en compte pour déterminer les mesures de gestion à mettre en œuvre dans le cadre de la réhabilitation et les communique au maire ou au président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme et aux propriétaires des terrains d'assiette concernés.

A défaut de décision du préfet dans ce délai de deux mois ou en l'absence de transmission du mémoire, l'usage retenu est un usage appartenant à la même catégorie de la typologie des usages prévue par le I de l'article D. 556-1 A que celui de la dernière période d'exploitation des installations mises à l'arrêt définitif.

#### Constats :

Il est rappelé à l'exploitant que le ou les usages des terrains concernés ne sont pas déterminés par l'arrêté d'autorisation n° 05 DAI 2 IC 065 du 13 mai 2005.

Or à ce jour, l'exploitant n'a pas transmis d'étude ou de rapport sur la situation environnementale et sur les usages successifs du site, ainsi que ses propositions sur le ou les usages futurs qu'il envisage pour les terrains concernés par la cessation d'activité.

L'exploitant n'a pas non plus précisé si ces informations avaient également été communiquées, pour avis, au maire de la commune de Varennes-sur-Seine, ainsi qu'au propriétaire du site.

#### Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de transmettre les études ou rapports relatifs à la situation environnementale et sur les usages successifs du site, ainsi que ses propositions sur le ou les usages futurs qu'il envisage pour les terrains concernés par la cessation d'activité.

Il est également demandé à l'exploitant de justifier de la transmission de ces éléments, pour avis, au maire de la commune de Varennes-sur-Seine, ainsi qu'au propriétaire du site.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 1 mois

#### N° 3 : Mémoire de réhabilitation des terrains

**Référence réglementaire :** Code de l'environnement du 06/07/2024, article R. 512-39-3

**Thème(s) :** Autre, Cessation d'activité

**Prescription contrôlée :**

I.- Lorsqu'il procède à une cessation d'activité telle que définie à l'article R. 512-75-1 et que le ou



les usages des terrains concernés sont déterminés, après application, le cas échéant, des dispositions de l'article R. 512-39-2, l'exploitant transmet au préfet, dans les six mois qui suivent l'arrêt définitif, un mémoire de réhabilitation précisant les mesures prises ou prévues pour assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et, le cas échéant, à l'article L. 211-1, compte tenu du ou des usages prévus pour les terrains concernés. Toutefois, ce délai peut être prolongé par le préfet pour tenir compte des circonstances particulières liées à la situation des installations concernées.

Le mémoire comporte notamment un diagnostic tel que défini à l'article R. 556-2. Dans le cas où les opérations mentionnées au 1° du IV de l'article R. 512-75-1 sont finalisées après ce diagnostic, celui-ci est actualisé pour prendre en compte les terrains libérés à l'issue de ces opérations. En fonction des conclusions de ce diagnostic, ce mémoire comporte également :

1° Les objectifs de réhabilitation ;

2° Un plan de gestion comportant :

a) Les mesures de gestion de la pollution des différents milieux impactés sur le site et, le cas échéant, hors du site ;

b) Les travaux à réaliser pour mettre en œuvre les mesures de gestion et le calendrier prévisionnel associé, ainsi que les dispositions prises pour assurer la surveillance et la préservation des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et, le cas échéant, à l'article L. 211-1, durant les travaux ;

c) En tant que de besoin, les dispositions prévues à l'issue des travaux pour assurer la surveillance des milieux, la conservation de la mémoire et les éventuelles restrictions d'usages limitant ou interdisant certains aménagements ou constructions, ou certaines utilisations de milieux.

[...]

Pour toute réhabilitation, les mesures de gestion permettent un usage du site au moins comparable à celui de la dernière période d'exploitation des installations mises à l'arrêt définitif.

[...]

Le mémoire de réhabilitation est accompagné, conformément à l'avant-dernier alinéa de l'article L. 512-6-1, d'une attestation de l'adéquation des mesures proposées pour la réhabilitation du site afin d'assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et, le cas échéant, à l'article L. 211-1, en tenant compte des usages futurs et, le cas échéant, pour les installations relevant de l'article L. 181-28, des opérations prescrites par l'autorisation et réalisées en cours d'activité. Elle est établie par une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués ou disposant de compétences équivalentes en matière de prestations de services dans ce domaine. Le référentiel auquel doit se conformer cette entreprise, les modalités d'audit mises en œuvre par les organismes certificateurs, accrédités à cet effet, pour délivrer cette certification ainsi que les conditions d'accréditation des organismes certificateurs, notamment les exigences attendues pour justifier des compétences requises, sont définis par arrêté du ministre chargé de l'environnement.

L'entreprise chargée de fournir l'attestation de l'adéquation des mesures proposées pour la réhabilitation du site, prévue au précédent alinéa, peut être la même que celle qui a réalisé le mémoire de réhabilitation.

<p>Dans le cas où l'attestation indique que l'installation est à l'origine d'une pollution des milieux et que l'exposition des populations sur le site ou à proximité de celui-ci ne peut être exclue, l'exploitant transmet une copie du mémoire de réhabilitation, accompagné de son attestation, à l'agence régionale de santé concernée et en informe le préfet. L'agence régionale de santé fait part au préfet de ses observations dans un délai de quarante-cinq jours à compter de la réception de l'attestation.</p> <p>[...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Dans son courrier de notification de cessation d'activité transmis le 24 décembre 2024 la société STLG RECYCLAGE s'engage à transmettre le dossier de cessation d'activité et à faire attester de l'adéquation des mesures proposées pour la réhabilitation du site, conformément aux dispositions en vigueur.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Il est demandé à l'exploitant, dès que le ou les usages des terrains concernés auront été déterminés après application des dispositions rappelées ci-dessus de l'article R. 512-39-2, de <u>transmettre un mémoire de réhabilitation</u>, compte tenu du ou des usages prévus.</p> <p>Il est également demandé de <u>faire attester de l'adéquation des mesures proposées pour la réhabilitation, par une entreprise certifiée</u> dans le domaine des sites et sols pollués ou disposant de compétences équivalentes en matière de prestations de services dans ce domaine.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 6 mois</p>